

# Initiative populaire fédérale « Pour plus de transparence dans le financement de la vie politique (Initiative sur la transparence) »

La Constitution est modifiée comme suit :

**Art. 39a** Publicité du financement des partis politiques, des campagnes électorales et des campagnes de votation

<sup>1</sup> La Confédération légifère sur la publicité du financement :

- a. des partis politiques ;
- b. des campagnes en vue d'élections à l'Assemblée fédérale ;
- c. des campagnes en vue de votations au niveau fédéral.

<sup>2</sup> Les partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale communiquent chaque année à la Chancellerie fédérale leur bilan et leur compte de résultat, ainsi que le montant et l'origine de toutes les libéralités en argent ou en nature d'une valeur supérieure à 10 000 francs par an et par personne qu'ils ont reçues ; l'auteur de chacune des libéralités doit pouvoir être identifié.

<sup>3</sup> Quiconque dépense un montant supérieur à 100 000 francs en vue d'une élection à l'Assemblée fédérale ou d'une votation fédérale communique à la Chancellerie fédérale, avant la date de l'élection ou de la votation, son budget global,

le montant de ses fonds propres ainsi que le montant et l'origine de toutes les libéralités en argent ou en nature d'une valeur supérieure à 10 000 francs par personne qu'il a reçues ; l'auteur de chacune des libéralités doit pouvoir être identifié.

<sup>4</sup> La Chancellerie fédérale publie chaque année les informations visées à l'al. 2. Elle publie les informations visées à l'al. 3 suffisamment tôt avant l'élection ou la votation ; elle publie le décompte final après que ces dernières ont eu lieu.

<sup>5</sup> L'acceptation de libéralités anonymes en argent ou en nature est interdite. La loi règle les exceptions.

<sup>6</sup> La loi fixe les sanctions applicables en cas de non-respect des obligations de publicité.

**Art. 197, ch. 12 Disposition transitoire ad art. 39a (Publicité du financement des partis politiques, des campagnes électorales et des campagnes de votation)**

Si l'Assemblée fédérale n'a pas édicté dans les trois ans qui suivent l'acceptation de l'art. 39a les dispositions d'exécution requises, le Conseil fédéral les édicte dans un délai de un an.

Seuls les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main. Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'une initiative populaire est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

Canton		N° postal	Commune politique		Contrôle (laisser en blanc)	Ne m'envoyer pas d'infos (cocher)
N°	Nom, prénoms (écrire de sa propre main et si possible en majuscules)	Date de naissance (jour   mois   année)	Adresse exacte (rue et numéro)	Signature manuscrite		
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						

Le comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue de ses membres ayant encore le droit de vote : Didier Berberat, les Foyards 63, 2300 La Chaux-de-Fonds; Marina Carobbio Guscetti, via Tamporiva 28, 6533 Lumino; Daniel Hürlimann, Gryphenhübeliweg 26, 3006 Bern; Claudio Kuster, Vordersteig 2, 8200 Schaffhausen; Nadine Masshardt, Vereinsweg 5, 3012 Bern; Lisa Mazzone, rue Jean-Charles Amat 24, 1202 Genève; Fabian Molina, Breitenacherstrasse 15, 8308 Illnau; Roger Nordmann, rue de l'Ale 25, 1003 Lausanne; Rosmarie Quadranti, Waldackerweg 11, 8604 Volketswil; Guillaume Saouli, rue du Fort 7, 1188 Gimel; Nenad Stojanovic, via Cantonale 4, 6978 Gandria; Marianne Streiff, Kirchgässli 25, 3322 Urtenen-Schönbühl; Flavia Wasserfallen, Wiesenstrasse 73, 3014 Bern

**Expiration du délai d'initiative : 26 octobre 2017**

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les \_\_\_\_\_ (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Le/la fonctionnaire compétent/e pour l'attestation (signature manuscrite et fonction officielle)		Sceau
Lieu	Date	
Signature manuscrite	Fonction officielle	

Ce formulaire est à renvoyer jusqu'au **15 août 2017** au plus tard à : **Initiative sur la transparence, case postale 4164, 2500 Bienne 4.**  
Des formulaires supplémentaires peuvent être téléchargés à l'adresse : [www.transparence-oui.ch](http://www.transparence-oui.ch)